
BUENOS AIRES - Gouvernance de l'Internet
Monday, 18 Novembre, 2013 - 13h30 à 15h00
ICANN - Buenos Aires, Argentine

CHRIS DISSPAIN:

Bonjour à tous je suis Chris Disspai, je suis membre du conseil d'administration de l'ICANN dans cette séance sera consacré à la gouvernance de l'internet.

Vous allez peut être pensez qu'on a déjà consacré une séance a la gouvernance de l'Internet ce matin pour ceux qui ont assisté la séance de cette matinée.

Et vous avez raison, mais cette fois ci nous allons parler de ce qui s'est passé au cours de cette année et de ce que nous avons vis agôns a l'année prochaine, bien entendu, il se peut que nous abordions certains sujets qui ont étaient abordé ce matin.

Nous allons revoir un petit peut l'IGF à Bali le forum sur la gouvernance de l'internet qui a lieux a Bali. Nous allons parler du groupe de travail de la coopération élargi qui fait partie des Nations Unies, et nous avons parler de ce qui va se passé l'année prochaine, avec la réunion de plénipotentiaire en Corée et bien d'autres aspects, dont il ya la gouvernance de Internet.

Nous allons voir comment nous efforts dans le domaine de la gouvernance de l'internet peuvent contribués a améliorer ce domaine.

Nous allons donc recevoir des questions du public à tout moment les

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

orateurs vont présenter certains sujet. Vous pouvez à tout moment vous approchiez, vous demandez le microphone pour faire des commentaires. Tout d'abord j'aimerais demander aux orateurs de se présenté et de vous dire très brièvement d'ou il vienne.

Je commence à ma gauche par Olga.

OLGA MADRUGA-FORTI:

Bonjour, tout le monde. Merci d'être venus aujourd'hui pour l'un des premiers panels de cette semaine sur la gouvernance de l'Internet, nous allons donc analysé qu'elles sont les idées nouvelles à venir sur ce domaine, et nous allons voir qu'elles sont les événements qui auront lieux dans ce domaine.

Je suis Olga Madruga-Forti. Je suis membre du conseil d'administration de l'ICANN. Je suis juriste ya des gens qui me disent que je suis un ingénieur parce que j'ai travaillé dans le secteur de télécommunication pondant des nombreuses années et je suis ravi d'être parmi vous aujourd'hui.

JEFF BRUEGGEMAN:

Salut. Je suis Jeff Brueggeman de AT & T, une petite entreprise de télécommunications. Je suis également membre du Groupe consultatif multilatéral pour l'IGF.

DAVID MARTIGNON: Je suis David Martignon. Je représentant la France négociation internationale dans la société de l'information et l'économie numérique. Voila mon titre je dirais pour être bref que je suis le chef de la délégation française auprès du GAC, et c'est un grand plaisir pour moi d'être ici à Buenos Aires et en Amérique du Sud.

CARLOS ALFONSO: Bonjour, je suis Carlos Alfonso. Je travail avec CGI.br, au Brésil, je représente les organisations de la société civile, et je préside le chapitre de l'Internet Society du Brésil et un membre de la NCUC.

CHRIS DISSPAIN: Merci beaucoup, Il nous manque un orateur. Si quelqu'un sait où est s'est passé Alice.

CHRIS DISSPAIN: Nous allons voir ce qui été fait sur la gouvernance à Bali. Est-ce que les gens qui ont participé levés la main?

Très bien je vais demander à Olga de nous faire part de ses impressions par rapport à l'IGF, car c'est ta première participation à l'IGF, peut être que tu pourrais nous dire, qu'elle est votre avis, qu'elles sont les aspects amélioré.

OLGA MADRUGA-FORTI: Merci, Chris. Je sais que nous voulons que cette séance soit la plus interactive possible. Donc il ya quelques questions.

C'est vrai que c'est ma première pour moi dans l'IGF, et c'était un exercice excellent pour un modèle multipartite. C'est une expérience singulière pour quelqu'un pour moi qui est plutôt habitué a des structures multilatéral, et ce n'est que par le biais d'avoir été comprendre a quel point on peut combiné grâce dialogue entre les différents participants qui interviennent dans les différents panneaux sans l'objectif de se mettre d'accords dans le panneau par rapport a un texte ou une résolution. La richesse même des informations du dialogue, c'est ca qui intéresse de tous les forums auquel que j'ai participé à l'échelle internationale, l'IGF est une expérience singulière unique et très riche de point de vu de processus multipartite. Et c'est une expérience humaine aussi et unique pour savoir comment il nous dialoguons au niveau internationale.

Pour moi ca été un privilège que de participer a cette expérience pour voir comment ce modèle peut être développé. Nous avons Beaucoup d'enseignements à tirer a partir de ces forums pour incorporer donc cette démarche dans d'autre instances internationale.

Je partage avec vous des impressions générales.

Mais je dire que j'étais un peut impressionner par l'importance de la gouvernance de l'Internet dans toutes les séances qui ont lieux dans la semaine de travail du Bali. Dans tous les panels y avais un ensemble de questions ou des présentations qui avait trait a la gouvernance de l'Internet.

La société civile le dialogue sur les inquiétudes de la société civile des panels qui parler du commerce électronique des différents sujets liés a ce commerce électronique et a tout les coup ces dialogues portés aussi sur la gouvernance de l'internet sur les questions qui nous inquiétons et comment allons-nous débattre discuter ces questions dans le cadre cet approche multipartite.

La leçon que j'ai pu tiré de cette participation et de sujet abordé au cours de cette semaine, c'est que toutes les participants à l'IGF du Bali étaient d'accord sur le fait que pour pouvoir résoudre certains de ces problèmes difficiles auquel nous sommes confronté, il faut travailler a partir du dialogue car c'est le dialogue qui permet au différentes partis prenante de participer a la solution du problème. Voila le point de départ la société civile, la communauté technique, les gouvernements et les utilisateurs d'Internet, ainsi que le secteur universitaire.

C'est une question fondamental qui commence se faire sentir au seins de beaucoup d'organisations international et je croix qu'une leçon a tirer de Bali le fait due ces grands nombres de ces idées qu'on a pu lier a la possibilité que Brésil convoque une réunion sur la gouvernance de l'Internet ou sur d'autre thème tout cela nous amène a réfléchir a la gouvernance de l'Internet, et à Bali on parler beaucoup de ces idées y'avais beaucoup de gens qui ont été convoqués pour la première fois a cette réflexions ou a ces idées. Le dialogue été très riche et cela en raison d'un nature de l'approche multipartite, le grand défi était est de faire en sorte que les idée sur qu'on a aborder puissent être débattu par toute liberté par tout les participants et avoir des paramètres

suffisantes pour savoir qu'on est tous on est entrain de parler de la même chose.

Y avait beaucoup de discussions sur ce que c'est la gouvernance de l'internet et beaucoup de réponse par rapport est ce que cela devrait être.

Il nous faut donc, avancer dans ce sens et ne faut pas être surpris de savoir que dans instance aussi ouvert pour dialogue on arrive a traité ce genre de questions.

CHRIS DISSPAIN:

Merci, Olga. Du point de vue des entreprises tu peut dire quelque chose sur Bali?

JEFF BRUEGGEMAN:

Ouais. Je me fais l'écho des remarques faite par Olga. l'IGF continue d'être une plate-forme excellente par la discussions de ce sujet, et nous apprécions a la possibilité de pouvoir y assisté a des forums où l'on peut identifier les sujets qui sont au cours de préoccupation ou on peut avoir un débat sur la gouvernance de l'Internet, car c'est bien que la gouvernance de l'internet qui est en cours de discussion, comment aborder les questions en matière de politique ainsi que les réflexions sur la gouvernance de l'internet il faut un forum comme l'IGF pour pouvoir justement traité ce type de question pour que toutes les parties intéressées peut se réunir au tour de la table.

Nous voyons qu'il a eu des évolutions processus du FGI et incorporé des de nouvelles idées. Et parfois, mesuré cet effet, qui certes très réel portant.

En ce qui concerne l'année en cour, il ya eu un grand effort pour essayer de se mettre a d'accord sur des thèmes qui ont déjà été abordé dans la conférence mondiale WCIT et notamment avec les participants de pays en développement, sur des sujets tel de la sécurité, la confiance, le développement économique et toute cette discussion porte sur les champ de l'information la création de capacités il est important que l'IGF puisse menée ces discutons d'une façon efficace.

Un dernier commentaire serait, nous sommes tous au courant de l'importance de défi que se pose le financement ainsi que d'autre obstacles. Et il s'agit d'un événement qui a apporté fil car il a convoqué la communauté internationale et cela a renforcé l'engagement des parties intéressées vis-à-vis la gouvernance de l'internet.

On commençant avoir l'ONU en visage l'encouragement de l'IGF et je vous encourage aussi a soutenir ces initiatives afin de renforcer cet engagement et donner une continuité a ce forum. Ca sera très utile.

CHRIS DISSPAIN:

Merci Jeff maintenant David tu viens du gouvernement. Ta une perspective coté gouvernement, il est rare que les représentants du gouvernement se réunissent dans le cadre de modèle multipartite dans ce type de discussion.

DAVID MARTIGNON: J'essaye de lire ce que vous êtes entrainé de dire. Tu me donne une minute pour réfléchir à ta question.

DAVID MARTIGNON: C'est plus en plus difficile je pense que ça sera intéressant d'ajouter quelque chose. J'aimerais bien ajouter des remarques ils vont me précédé. Je suis très à l'aise en représentant mon gouvernement dans un tel forum. Parce que nous sommes aussi habitués à l'écoute de tout le monde et de prendre des décisions de consensus. Et surtout c'est parce que au sein de l'IGF il ne faut pas prendre une décision, et c'est ce qui nous fait sentir à l'aise.

Ensuite le moment vient de prendre des décisions, mais cela arrive qu'on cela est nécessaire. J'aimerais dire aussi que Bali a été un événement particulièrement intéressant car il a eu lieu de un moment où il y avait une évolution presque quotidienne c'était l'endroit à être pour comprendre les tendances actuelles et quel c'était les enjeux.

Je peut-être un peu provocateur disant ça mais au courant de ma carrière j'ai assisté, à un grand nombre de sommet et des réunions internationaux, sommets, et cetera, et il ya toujours un moment de convention lorsque sujet central «Où allons-nous se réunir la prochaine fois et de quoi nous allons parler.

Et même si l'Internet est le monde d'aujourd'hui et le monde de demain même si un aspect de notre sociétés, qui est voulu très vite ça fait pensé aux autres conventions, on a dit qu'est ce qu'on va faire en Brésil dans quelle ville Et de quoi allons nous parler.

Et le contexte de notre travail c'été utile, et la délégation brésilienne était importante, nous avons eu beaucoup d'échanges avec la délégation du Brésil non seulement avec le gouvernement, mais avec des autres parties intéressées

CHRIS DISSPAIN:

Carlos tu va pouvoir répondre a ces questions mais avant de passé la parole à Carlos, quant on passera aux questions du publique, si vous avez des commentaires par rapport de l'expérience de l'IGF soyez prêt parce que nous allons vous donner la parole.

CARLOS ALFONSO:

Je ne suis pas sûr que je sois en mesure de répondre à toutes les questions. Tout d'abord, je voudrais faire quelques commentaires sur l'IGF. L'IGF est, bien sûr, un événement intéressant. Il a commencé en 2006, et dans les huit premières années on n'a pas vu de grand changement au niveau de l'ordre du jour ou de méthode utilisé.

Et l'un des moments les plus perturbateurs a eux lieux entre 2006 et 2007, surtout il ya des discussions plus active ont eux lieux par rapport au débat qui allez être abordé.

Et c'est un dialogue important car cela permet au diférentes partie prenantes de participer aux différents gouvernements de participera aux différentes sociétés de participer.

Dans le cadre de dialogues participatifs ou multilatéraux. Nous avons vu que plusieurs groupes, organisations, peuvent se réunir et d'organiser

ce qui on l'appelle des coalitions dynamiques, des activités spécifiques, et ainsi de suite.

Voilà l'importance de l'IGF. Hors si on essaye de voir dans sa tête l'ordre de jour de Tunis, personne ne le fait souvent. C'est un très long texte de 122 points, et deux ou trois d'entre eux se réfèrent spécifiquement à l'IGF comme une tâche à effectuer par l'Organisation des Nations Unies.

Et en particulier, l'article 72 ou au paragraphe 72 de l'ordre de jour de Tunis lister 12 activités que le FGI devrait réaliser. La plupart d'entre eux ne sont pas en cours de réalisation la façon dont ils sont formulés dans l'ordre de jour de Tunis.

Certains gouvernements et certaines organisations voient parfois l'ordre de jour de Tunis, vous ne pouvez pas toucher. Nous devons suivre. Mais certains de ces mêmes gouvernements ne remplissent pas le mandat de l'Agenda de Tunis qui concerne le paragraphe 72, qui sont les articles concernant l'IGF.

Au moins quatre de ces points visent des recommandations qu'on essaye d'établir un non-non à l'IGF, cela concerne notamment le renforcement des capacités.

Donc, en voyant dans l'ordre de jour de Tunis, il reste un organisme axé sur les événements, si vous voulez, ou un espace à la place d'une activité axée sur les processus.

Nous avons aussi le groupe consultatif multipartite logistique, qui est constitué par des personnes filtrées par le Secrétariat général de l'ONU afin de participer, ou sont représentés les différents secteurs. Mais ce

groupe ne peut pas être abordé, tout les aspects la gouvernance de l'Internet, cela représente un défi même pour les experts. C'est donc'un point qu'on peut identifier et établir l'ordre du jour pour l'année prochaine.

Un autre point que je veux se lever de le Groupe de travail sur la coopération elargie se tien en façon parallail et nous dirant des enseignements de Groupe qui a commencer a travailler l'année dernière le WIGI.

Dans le objectif principal est de fournir un rapport à la CSTD, qui est la Commission de la science et de la technologie pour le développement des Nations Unies qui, à son tour, présenter ce rapport à l'Assemblée générale l'année prochaine en ce qui concerne la coopération entre les nations ou renforcement de la coopération connexes pour l'avenir de l'Internet. C'est donc un thème très large.

Et nous avons commencé par essayer de rassembler toutes les questions qui doivent être traitées par cette chose de coopération renforcée. Et nous nous sommes retrouvés avec une liste d'environ 300 points maintenant nous avons à créer une sorte de commission pour les réduire à un nombre de point.

Et cela me rappelle au WGIG, qui nous fait plus ou moins la même chose et nous sommes arrivés - et nous arriverons probablement à la même conclusion en ce qui concerne les thèmes fondamentaux de la gouvernance de l'Internet que nous avons à traiter. C'est donc essentiellement l'image que je vous donne.

En ce qui concerne la question que David a demandé, l'information que nous avons est essentiellement ce que vous avez tous déjà. Il est de cette réunion au Brésil. Il sera - il était - l'idée était de l'appeler un sommet en premier lieu, mais ce n'est depuis longtemps. Puis il est devenu une conférence, et maintenant il est simplement appelé à une réunion, une réunion multipartite mondiale sur l'avenir de la gouvernance de l'Internet. C'est le titre de l'événement. Il sera en Avril, je pense, du 23 au 25 ou 23 à 24 ou Avril dans la ville de Sao Paulo. Donc, tout cela est déjà établi.

Les façons dont il sera organisé, le processus de relation avec elle, tout cela est en cours, est ouvert à la discussion. Certaines des organisations que nous avons ici, le groupe ISTAR, l'ICANN lui-même, sont déjà relative parce que, vous le savez, le processus séminal commencé avec une rencontre entre le président Dilma Rousseff et Fadi Chehade. Et, bien sûr, le noyau de tout cela est la déclaration de Montevideo, non?

Mais nous ne savons pas encore les détails que nous avons besoin de savoir le plus tôt possible afin d', chaque groupe, chaque organisation, chaque acteur, de s'organiser afin de mieux participer à ce processus. Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci, Carlos.

Alice nous a rejoints. Donc, je vais juste vous demander très brièvement à nous donner vos impressions de l'IGF à Bali. Et puis nous allons avoir les commentaires de l'.

Je sais que vous venez d'arriver, mais seulement quelques brèves réflexions sur ce que vous êtes sorti de l'IGF à Bali en dehors de beau temps et les plages fantastiques.

ALICE Munyua:

Je m'excuse de mon retard.

J'ai l'impression de l'IGF à Bali, pour commencer, c'était une réunion fantastique, je pense que le plus grand que nous avons eu. Et je dis que, après avoir organisé une Nairobi qui était aussi le plus grand que nous n'ayons jamais eu.

Mais je pense que pour moi ce qui était important, c'est que je pense que la façon dont nous avons évolué en termes de juste le niveau de discussions que nous avons. Et je crois aussi que la mise au point, surtout venant de ma région, le FGI régionaux plus importants. Cette année, nous avons eu un IGF Afrique du Sud, le second, malgré avoir eu cinq au niveau Afrique de l'Est, cinq Afrique occidentale et centrale. Donc, avoir la région d'Afrique du Sud ont la deuxième était une grande réussite tout à fait pour nous.

Et je pense que venant de ma région, il est toujours très important de voir un IGF qui traite des questions qui sont d'un intérêt particulier pour nos pays parce que pour nous - pour moi, le modèle multipartite n'est pertinent et fonctionne quand elle est mise en pratique au niveau national. Et nous avons vu que le travail très bien au contexte kenyan en termes de juste développement de la politique des TIC. Et maintenant, nous avons inscrit dans notre nouvelle constitution où le gouvernement

est en fait obligé de tenir des discussions multilatérales quand il s'agit de la mise en œuvre de la législation au niveau national.

Donc, je pense - et je ne voudrais pas - et je voudrais attribuer que tout le modèle multipartite qui a été introduit par l'IGF ou, vous savez, le modèle multipartite de l'ICANN, mais il a eu un impact à venir tout le chemin de notre l'expérience ayant participé très activement au Sommet mondial sur la société de l'information et de comprendre les avantages de la participation des différentes parties prenantes dans la mise en œuvre des TIC pour le développement au niveau national et dans les différents secteurs et ayant un gouvernement qui était tout à fait ouvert et adaptable à l'utilisation de ce modèle dans divers d'autres secteurs. Ainsi, nous voyons que le travail très bien.

Je pense que le problème, c'est que de toujours reconnaître le modèle multipartite n'est pas une fin en soi. L'idée ici est de parvenir à la gouvernance de l'Internet ouvert et démocratique afin de reconnaître que cette inclusion significative doit être - doit être améliorée en ce moment et dans le processus actuel de processus mondiaux, nationaux et régionaux et, aussi, en reconnaissant que les résultats de ces processus seraient plus importants si il y avait plus de sens participation à ce niveau. Il s'agit donc de reconnaître qu'il existe des différences en termes de juste le modèle multipartite lui-même et participer à ce modèle lui-même. Et je pense que c'est l'un des défis de l'IGF, assurant qu'il ya une participation significative et en reconnaissant que ces différences d'accès et de ressources, il est difficile pour certaines régions pour pouvoir participer efficacement à l'IGF et par extension

dans d'autres processus de la politique de gouvernance de l'Internet au niveau mondial.

CHRIS DISSPAIN:

Merci, Alice. Eh bien, il ya quelques pensées justes là de tout le monde ici sur le panneau.

Questions de vous? Pensées de vous? Ceux d'entre vous qui étaient là, n'étaient pas là, quoi que ce soit tout ce que vous voulez poser? Il s'agit d'un microphone. Si vous le voulez bien, il ya un micro ici. Et si vous pouviez venir à cela, ce serait très utile.

AYESHA HASSAN:

Merci, Chris. Ayesha Hassan, de la Chambre de commerce internationale.

Je voulais construire sur ce que peu de gens ont dit et surtout quelque chose qui Alice vient de mentionner l'importance de l'IGF a été en termes d'aider les communautés au niveau national et régional pour intégrer également l'approche multipartite et de voir les avantages.

Et j'ai pensé cette année à l'IGF, nous avons abordé ce débat d'une manière nouvelle, à la fois sur une session sur principes pour multipartitela coopération dans la pièce principale, mais aussi à un atelier que je suis fier que la CCI et de l'ISOC et APC et le Brésil réunis pour plonger dans: "s'il vous plaît créer une initiative multipartite au niveau national" Qu'est-ce que cela signifie vraiment quand nous disons Quand vous parlez de la participation, ce que cela signifie? Est-ce que

cela signifie que vous avez une personne? Ou faut-il dire que vous avez une gamme? Qu'est-ce que "l'inclusion" veut dire?

Et nous avons eu une très bonne discussion avec les gouvernements parler de la façon difficile parfois, il peut être dans certains cas de mettre en œuvre une approche multipartite ou du monde des affaires et de la société civile et la communauté technique de l'importance de certains de ces éléments sont vraiment à la réalisation de l'objectif. Alors j'ai pensé que c'était un très bon nouveau thème abordé cette année, et j'espère que le débat va se poursuivre. Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci, Ayesha. Vous aurez remarqué que nous avons eu une personne de plus se joindre à nous ici sur la scène, Byron Holland de ca dot, Canada. Byron, voulez-vous dire quelques choses brièvement de l'IGF à Bali et en général.

BYRON HOLLAND:

Tout d'abord, mes excuses pour être un couple de moments tard.

J'ai pensé que l'IGF à Bali est vraiment très encourageant. Et l'une des choses que j'ai vraiment - je prends une valeur considérable de l'expérience de l'IGF sur les différents acteurs est dans l'écosystème qui se réunissent que vous ne voyez pas ici, que nous ne le faisons pas régulièrement dans la sphère croix ICANN.

Et il donne, je pense - donne vie à ce que le FGI devrait être, ce qui est l'occasion pour beaucoup diversifiée et différente mais profondément

touchés par les communautés Internet de se réunir et d'échanger des vues et des idées.

Et l'autre chose, c'est que vous ne savez jamais ce qui va sortir d'un IGF et je pense que nous pouvons tous regarder en arrière pour les précédentes où il y avait des événements clés ou séminales. Et cela fait partie de la beauté de la chose, c'est que c'est catalytique pour les questions et les événements qui peuvent surgir dans ce milieu qui n'aurait pas la possibilité d'avoir de l'oxygène ou de gagner la vie. Et peut-être ce que nous avons vu autour 1Net est vraiment un exemple de ce qui peut venir prendre forme dans un environnement comme celui qui serait très difficile dans d'autres environnements.

CHRIS DISSPAIN:

D'accord. Donc, nous pouvons passer à autre chose, s'il n'y a pas un qui a - Oui, monsieur Venez sur place. Et si vous le voulez bien, s'il vous plaît dire votre nom afin que nous sachions qui vous êtes.

BARRACK OTIENO:

Je vous remercie. Mon nom est Barack Otieno de AfTLD. Maintenant, je voulais juste faire quelques observations et aussi demander plus ou moins quelques questions en ligne avec ce qu'Alice avait souligné.

Une des choses que nous avons vraiment besoin, c'est de commencer par soutenir le Forum sur la gouvernance de l'Internet au niveau d'un pays. Comme il est, la discussion semble être très élitiste ou trop haut niveau, qui est vraiment hors de contact avec les internautes. Et je

pense que c'est le grand écart qui sape vraiment la continuité du processus du Forum pour l'avenir.

L'autre chose est que nous devons réfléchir à comment nous obtenons plus de gouvernements à bord du navire de l'IGF. Quand j'ai regardé les statistiques pour l'événement Bali, il est clair que la participation du gouvernement et de la représentation était encore très faible. Maintenant, le gouvernement représente la voix du peuple. Si le gouvernement n'est pas là, alors les gens ne sont pas là essentiellement.

L'autre problème est que nous avons vu au cours des années, le programme de gouvernance de l'Internet poussé par une équipe de bénévoles dévoués de personnes que nous pouvons facilement s'identifier. Au-delà de ces gens, comment le Forum sur la gouvernance de l'Internet va être reporté? Sommes-nous parrainons des dirigeants pour l'avenir, estimant qu'il n'est pas un but lucratif ou une (inaudible) chose?

L'autre question est l'un des principes de la gouvernance est de promouvoir l'équité. Maintenant, est la tendance actuelle de la gouvernance de l'Internet va faire en sorte que les communautés mal desservies et non desservies sont amenés à bord? Parce que si vraiment il n'ya pas de proposition de valeur, le Forum sur la gouvernance de l'Internet pourrait ne pas être pertinente pour une longue période. Donc, ce sont quelques-unes des questions que je voudrais souligner.

CHRIS DISSPAIN:

Je vous remercie. Et je sais Olga veut répondre. D'autres peuvent aussi.

OLGA MADRUGA-FORTI: Je vous remercie. C'est une très bonne question, car elle soulève effectivement un point que nous avons parlé une bonne partie de cette première journée de la semaine, qui est de savoir comment faire en sorte que le processus multipartite comme il joue aussi prend en compte les experts en politiques publiques sont les participants du gouvernement et apporte à ces discussions de plus en plus de voix des pays en développement.

Je vais partager avec vous concrètement une expérience à Bali et de ma ville natale. C'était la première fois que j'étais en mesure de partager une expérience de l'IGF avec des représentants du gouvernement argentin qui a, en particulier le régulateur, le CNC, la Comisión Nacional de Comunicaciones que je vois sont le partage de la discussion d'aujourd'hui avec nous. Et en vertu d'être là, l'une des choses les plus intéressantes, c'est qu'ils ont pu rencontrer et dialoguer avec certains de leurs homologues d'autres pays, je pense en particulier au Mexique et au Brésil, qui étaient soit dans le processus de création d'un processus multipartite ou avoir un tel processus plutôt développé déjà. Et que le dialogue était si riche que tout le monde est revenu avec la notion de formellement vraiment ravitaillement et la construction d'un tel procédé ici en Argentine. Et je pense que c'était l'un des résultats les plus enrichissantes et concrètes de l'IGF pour l'équipe à domicile.

CHRIS DISSPAIN: Merci, Olga.

JEFF BRUEGGEMAN:

Oui, je voulais aussi faire un suivi sur les commentaires d'Alice. Nous avons beaucoup entendu parler ce matin, vous le savez, réunions mondiales. Et je pense que nous allons entendre plus - ou nous allons discuter plus de ceux sur l'ordre du jour pour l'année prochaine. C'est déjà un calendrier très occupé. Je pense que parfois nous perdons de vue l'importance de l'échelon local. Et je pense que c'est le défi que nous avons tous est. À mon avis, il ya toujours des avantages à se réunir à une grande réunion mondiale, mais il ya aussi des avantages extraordinaires de renforcer les capacités et les connaissances et l'engagement au niveau local.

Et je pense que nous sommes tous ici, que ce soit l'ICANN lui-même ou les participants ont ces liens dans le niveau local. Et ce que nous faisons tous pour aider à soutenir Gouvernance de l'Internet et multipartite à ce niveau, ce qui est vraiment, je pense, l'avenir à long terme de ce que nous allons avoir besoin d'avoir.

CHRIS DISSPAIN:

Alice voulait vous ajouté quelque chose.

ALICE Munyua:

D'accord. Et je pense que je tiens à remercier Barrack beaucoup pour ces questions parce que je suis entièrement d'accord avec lui à partir de mon expérience au niveau Afrique de l'Est, que si elle n'a pas de sens ou il n'a pas d'incidence sur la façon dont nous considérons la gouvernance de l'Internet au niveau national et mondial, il va être très difficile d'avoir

le continent africain et les diverses parties prenantes représentées au niveau mondial.

Comme, je pense simplement en regardant la participation de nos gouvernements et le secteur des affaires, je pourrais effectivement dire que c'était peut-être près de 1% ou moins, ou probablement personne. Et la plupart d'entre nous ont de la société civile. Donc, je pense qu'il est très important de soutenir les processus régionaux et nationaux afin que alors il est logique mais dans le même temps, également de reconnaître le fait qu'il va revenir sur le fait que nous ne pouvons pas avoir une participation et un engagement significatif. Nous n'avons vraiment pas - nous n'avons pas les mêmes ressources, et nous n'avons pas le même niveau d'accès comme le reste du monde.

Nous devons donc encourager aussi. Mais cela ne peut se produire au niveau national et régional. Merci.

Et en termes de mentorat, je pense que lorsque vous regardez les FGI régionaux africains, il ya eu beaucoup de remise. Vous savez, le Kenya IGF, par exemple, a été menée par le gouvernement du Kenya pour les quatre ou cinq premières années. Il a été remis à une trèsjeune ISOC Kenya chapitre. Et ce qui se passe dans d'autres régions. Et je pense que c'est pour encourager une compréhension plus large de non seulement le modèle mais gouvernance de l'Internet lui-même. Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci.

ZAHID JAMIL:

Je m'appel Zahid Jamil. Je suis en provenance du Pakistan. Et j'ai été à quelques-uns des IGF. Je dois dire que, vous savez, ce sont - ces conférences internationales peuvent être terribles car tout le monde attrape la grippe. Tout le monde attrape un virus, et cetera, et à l'automne un peu. Et je pense que nous tous dans le cirque ambulante savent.

Mais il ya autre chose qui attache également et nous infecte dans le bon sens, qui est la culture qui se développe à l'IGF qui, soit dit en passant, n'existe pas ailleurs à tout ce qui est maintenant pénétrant à travers les structures nationales. Il n'existe tout simplement pas.

Je veux dire, est-ce l'UIT Pourrions-nous regarder et dire qui a une structure At-il la capacité des gens à venir juste et dire: «Je vais m'inscrire, marcher po" Je peux organiser un atelier. Je reçois espace. Je reçois audio / visuel. Je reçois le soutien de la participation à distance.

Tout ce que je dois faire est d'obtenir un tas de gens à venir à cet événement et avoir un atelier.

J'ai organisé un et co- organisé une autre. J'ai eu à dire ce que nous avons IGF particulier, je n'ai jamais vu autant d'énergie malgré et en dépit des problèmes que nous avons avec les ressources, le fait qu'il y avait des gens dénaturer.

Mais je n'ai jamais vu autant d'excitation en dépit de toutes les difficultés que nous avons dû faire ceci ou faire un événement réussi.

Maintenant, permettez-moi de parler de sorte de point de vue personnel d'où je viens. Si elle n'avait pas été pour l'IGF, nous n'aurions

pas eu - si je puis dire d'une manière différente. L'IGF a donné naissance à l'institution de règlement des différends au Pakistan pour les noms de domaine. Il n'existait pas auparavant. Il est l'IGF qui a donné naissance au concept d'avoir des discussions multipartites pour notre législation. N'existaient pas auparavant. Il est l'IGF qui nous a donné la possibilité de venir apprendre à partir d'un bottom-up multipartite, pas une discussion multipartite, mais quel multipartite bottom-up processus ressemble et comment vous venir en sorte de prise de décision à la suite de cette, pas une prise de décision de haut en bas: «Eh bien, nous vous avons écouté, idéal pour une réunion multipartite, mais nous décidons à la fin de la journée. »

Aller au-delà de notre propre pays, nous fait alors été en mesure de mettre en place un centre de pays en développement pour la cybercriminalité où nous essayons de faire du renforcement des capacités dans la région. Donc, il a eu ces résultats, et des effets tangibles en béton.

Maintenant, que la culture pourrait être menacée si l'ONU ne fait pas quelque chose que nous voulons tous faire ce qui est de renouveler l'ensemble du processus. Ce que je suis également préoccupé de savoir si cette culture sera effectivement trouver et infecter son chemin à d'autres processus que nous venons de parler et Jeff mentionné dans d'autres réunions internationales qui auront lieu plus tard l'année prochaine.

Chris, bien sûr, vous savez que c'est la réunion au Brésil. Ma question - et je suis heureux - Olga, je vous remercie beaucoup pour hier lors de la session du GNSO, rendant une telle explication articulé de ce qui s'était

passé. Il nous a vraiment aidé à comprendre ce que la réunion était tout au sujet. Et merci de CGI de comprendre plus à ce sujet.

Mais la question est fondamentalement juste un simple: Pensez-vous - et vous pourriez ne pas savoir encore. Mais - parce que nous avons entendu qu'aucune sujets sont sur la table lors de la réunion au Brésil.

Vous sentez-vous ou savez-vous que si la question de la fonction IANA est A, soit sur la table, B, de la table ou, C, peut-être, mais pas sûr Merci.

DAVID MARTIGNON:

Si la réunion de Sao Paulo - livré avec la compréhension que l'approche sera multipartite, la réponse à votre question est ce que vous voulez. Je pense que ce serait une bonne chose si l'internationalisation de la fonction IANA serait traitée dans cette reunion. Donc, je recommande mon gouvernement à plaider pour que. À vous.

CHRIS DISSPAIN:

Olga repond en premierr puis tu passe le micro.

OLGA MADRUGA-FORTI:

Merci je veu donner un exemple parfait de la façon dont il est que nous allons commencer à préparer cette conférence, etc. Voulez-vous la question du contrat IANA sur la table Et, si oui, dans quelle partie des forums, et cetera Et je vais commencer à prendre des notes..

CHRIS DISSPAIN: Oui, vous pouvez répondre à cette question. Carlos, rapidement.

CARLOS AFONSO: D'accord, très rapidement. Très bien. Eh bien, ce que dit Alice est très important. Je pense que c'est l'un des plus grands avantages de l'espace qui a été créé par l'Agenda de Tunis.

Et nous avons des exemples dans votre région, des exemples très forts. Et au Brésil, nous avons un exemple qui est très pertinente qui nous avons tourné, comme je l'ai déjà dit, dans un processus, un processus très long, qui est la construction du cadre des droits civiques soi-disant pour l'Internet, qui a débuté en 2009 et est maintenant passer par le Congrès et la souffrance de tous les défis que vous connaissez très bien dans une démocratie représentative d'être approuvé par le Congrès, puis soumis à la présidence.

Elle a été construite dans un modèle véritablement participative et avec une forte participation de presque tous les secteurs. Et ce fut aussi un processus d'apprentissage parce que beaucoup de gens voulaient participer et voulaient d'abord comprendre quels sont les défis et sont entrés dans une sorte de processus d'apprentissage, et non pas dans le but de s'impliquer dans ce bâtiment de ce - ce que nous appelons l'examen Marcos.

Donc, ce fut une sorte de processus d'IGF marginal, si vous voulez, parce que l'objectif est d'établir une gamme complète de droits civils pour les vues et le déploiement de l'Internet dans le pays.

Nous ne savons pas ce que le résultat final sera, mais nous espérons que ce sera une société civile en collaboration avec le gouvernement et tous les autres secteurs proposés au Congrès.

Voilà donc un exemple de ce processus multipartite, qui, je pense que Zahid a raison, cette idée multipartite a été l'une des choses qui est ressortie de ces processus d'IGF consécutifs ; non.

TIJANI BEN JEMAA:

Je vous remercie. Tijani Ben Jemaa de la Tunisie, et je suis membre de l'ALAC.

Tout sur l'IGF est dans l'Agenda de Tunis. Nous ne devons pas oublier que l'IGF n'a rien à voir avec tout ce qui est fonctionnement quotidien de l'Internet. Il est écrit clairement.

Et ceux qui étaient dans le processus depuis le début se souviennent très bien combien il est difficile d'apporter les ressources critiques de l'Internet à discuter comme un thème. Au début, il était- elle a été rejetée.

Donc, nous devons être prudents lorsque nous parlons de ce que nous pouvons faire de l'IGF.

Barrack a juste dit qu'il ya moins de participation, moins d'intérêt des gouvernements à l'IGF. Et c'est très vrai. D'une réunion à l'autre, la participation des gouvernements est à la baisse. Ceci est un problème.

Il ya un autre problème. Certaines séances, vous avez moins de dix personnes, et ils sont des séances générales. Je me souviens- je me souviens de Bakou, il y avait une séance générale dans l'après-midi où nous étions peut-être dix ou quinze personnes. C'est un gros problème.

Pour les ateliers, vous avez également des ateliers qui ont très peu de gens.

Donc, je pense que le FGI doit évoluer. Et pour rendre l'IGF évoluer, nous devons impliquer le système des Nations Unies, parce que c'est la seule façon de changer les règles.

Si l'IGF n'évolue pas dans l'avenir, je ne pense pas qu'il sera durable.

Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci, Tijani. Stefano.

STEFANO TRUMPY:

Bonsoir, Stefano Trumpy. Je représente le gouvernement de l'Italie, et je participe à toutes les IGF, mais la dernière.

Et je dois dire que les membres du parlement en Italie et du gouvernement ont participé aux IGF avec moi, et j'ai eu beaucoup de temps pour essayer de leur expliquer que cela valait la peine d'aller à ce genre de talk-shows parce que leur impression parfois était assez

négative. Nous ne - n'avons pas à décider quoi que ce soit, et ainsi de suite.

Alors, mais maintenant je pense - D'accord. Mon opinion est positive. Et à la fin, il était positif à l'avis de ceux qui sont venus avec moi.

Et l'IGF est un processus qui est le fils de l'Agenda de Tunis, la réunion de Tunis, et nous approchons de Tunis 10. Donc, il est temps maintenant d'essayer de dire ce que nous voudrions être.

Aussi, ayant en considération les enfants de l'IGF mondiale. Nous avons IGF raisonnables. Nous avons beaucoup de FGI nationaux. Et chacun de l'IGF national a été conçu juste pour essayer de répandre la parole de l'organisation multipartite, et ainsi de suite, à la communauté locale, peut-être entre le gouvernement et, éventuellement, leur disant qu'ils doivent alors représenter ce à la réunion mondiale.

Donc, puisque nous nous approchons de 2015, ce qui est intéressant maintenant essayer d'échanger des idées et j'apprécie vraiment ce genre de discussion parce que, dans les pays, les FGI nationaux voudraient continuer, parce qu'ils pensent que cela a été un processus très utile pour faire ces pourparlers dans l'environnement national. la communauté Internet locale. et c'est tout à fait précieuse valeur.

CHRIS DISSPAIN:

Je vous remercie. Byron, dernier commentaire avant de passer à autre chose.

BYRON HOLLAND:

Je voudrais revenir sur le point là que IGF locales et régionales sont le fils ou la fille de l'IGF fait. Mon organisation, ACEI, qui gère le point CA ont ramassé sur ce manteau et nous avons créé un IGF canadien. Et je pense que nous ne devons pas perdre de vue l'importance de cela. Et c'est - l'événement que nous courons et tous les autres comme nous sont vraiment informés par ce qui se passe à l'IGF mondiale, mais il est une rue à double sens. Nous aussi ramener à ce riche contenu de l'environnement qui montre une réelle diversité de points de vue et les questions et les défis dans les différentes régions internes et les régions nationales ou régionales.

Donc, je pense que nous ne devons pas perdre de vue l'importance de ce que l'IGF mondiale entraîne une baisse dans les environnements locaux. Et à cause de cela, nous et d'autres avons créé des environnements dans nos pays où le gouvernement ne se réunir avec les utilisateurs finaux. Je veux dire, je sais que dans mon pays, certes, la capacité d'un utilisateur final, une personne qui veut juste l'accès à Internet, de se lever et de poser une question de, dans notre monde, le sous-ministre adjoint, le plus haut fonctionnaire de gouvernance de l'Internet qui vient ne se produit jamais. Et c'est une voie à double sens. Ils ne reçoivent généralement pas entendre parler de l'utilisateur final.

Et les affaires se met en place et le personnel de sécurité entrer là.

Il est énorme valeur à ce qui se passe à l'IGF mondiale, car il nous permet de commencer à filtrer vers le bas que les informations et rendre vrai - et je l'ai dit avant - insuffler de la vie dans le multipartite bas au niveau du sol.

CHRIS DISSPAIN:

Eh bien, cela ressemble à une note très positive à s'éloigner de l'IGF et à autre chose.

Nous allons parler- je suis conscient - Je ne veux parler de ce qui va venir l'année prochaine Donc, je vais demander à Nigel, qui est assis dans la première rangée ici s'il peut juste très vite nous courir à travers ce qui est sur l'ordre du jour pour l'année prochaine. Nigel, vous pourriez - oui, prenez- vous. C'est très bien.

Sur l'ordre du jour pour l'année prochaine, et nous allons demander le panneau d'en parler.

Je sais que l'un des plus importants est le plénipotentiaire, et je devine, Jeff, que vous avez probablement fait l'accès à ce être un membre de secteur, David, vous avez évidemment accès à ce qu'elle soit un gouvernement, je serais intéressé par votre point de vue.

Nigel.

NIGEL HICKSON:

Oui, merci beaucoup. Je serai très bref donc il ya beaucoup de temps pour la discussion.

Comme il a été mentionné dans l'une des séances de ce matin, se concentrer uniquement sur une année de cours est assez étroit. Les choses se passent très années. Mais en 2014 et en 2015, il ya une concentration d'événements.

Si nous prenons l'UIT, le prochain événement de l'UIT principale qui touche à des questions de l'Internet est la conférence de développement des télécommunications dans le monde. Il s'agit d'une conférence de quatre ans sur l'aile de développement de l'UIT, et il y a une phase de préparation pour que qui a eu lieu avec les différentes régions de l'UIT préparer des propositions pour les zones de travail pour le secteur du développement de l'UIT à étudier.

Cette conférence se déroule au début Avril. Le lieu est encore à déterminer. Il était censé être Sharm El Sheikh, mais il est possible qu'il pourrait être déplacé vers un autre pays.

La pertinence de la gouvernance de l'Internet en termes de cette conférence est particulièrement propositions - pour l'UIT de travailler - faire un travail sur IPv6, en matière de cybersécurité, et potentiellement sur nommage et d'adressage. Et ce sont toutes les choses qui seront abordés d'une manière ou l'autre.

Pour l'avenir de la CMDT est le plénipotentiaire. Le plénipotentiaire est une conférence quadriennale de l'UIT et c'est vraiment le genre de l'ensemble pièce - c'est le cas de pied arrêté où des élections sont organisées pour les postes élus à l'UIT. Au plénipotentiaire en Octobre à Busan à Séoul, un nouveau Secrétaire général sera élu. Un nouveau Secrétaire général adjoint sera élu ainsi.

Et aussi lors de cette conférence à Séoul dans le plénipotentiair, les États membres auront la possibilité de rouvrir la Constitution. C'est pièces possibles de la Constitution pourraient être modifiées si les Etats

membres afin veulent modifier la portée de l'œuvre que l'UIT fait ou de modifier d'autres aspects.

Bien sûr, les États membres participent à l'UIT et les membres du secteur participent à cette conférence ainsi. Et, sans aucun doute là-bas, peut-être des propositions pour définir plus précisément le travail que l'UIT ne en termes de l'espace Internet et les travaux d'autres organisations comme l'ICANN, ISOC, faire aussi bien.

C'est donc le plénipotentiaire, et il ya certainement quelque chose que l'ICANN et les autres organisations de l'Internet et des organisations ISTAR prennent très au sérieux.

Loin de cela, bien sûr, il ya le processus qui a été fait allusion dans les termes de l'examen du Sommet mondial sur la société de l'information. Beaucoup d'entre vous, bien sûr, ont été impliqués dans le 2003 et les sommets de 2005 sur la société de l'information. Un des résultats de cette, l'Agenda de Tunis, a demandé à l'Assemblée générale des Nations Unies d'examiner l'efficacité de l'Agenda de Tunis en termes de lignes d'action qui ont été adoptés. Et ces lignes d'action vont de la nécessité de créer le multilinguisme, le besoin d'être éduqués sur l'Internet la nécessité de disposer d'un accès Internet, etc.

L'examen de l'ordre du jour du SMSI est en cours. L'U.N. a établi un processus pour cela. Il y avait une conférence assez important que l'UNESCO arrosé à Paris en Février.

Le prochain événement principal est, à nouveau, lié à la CMDT, de sorte qu'il pourrait être à Bucarest, il pourrait être ailleurs, en Avril, il est dos

à dos avec la CMDT. Et que cet événement sera de nouveau regarder l'Agenda de Tunis, se penchera sur l'efficacité des éléments d'action et faire certaines recommandations.

Et il ya un processus préparatoire en cours pour ce qui est très, très ouvert. Les UIT ont complètement ouvert le processus préparatoire. Tous les documents et les suggestions sont sur le site de l'UIT.

Et puis juste enfin, les discussions en cours à New York en ce moment où nous parlons. Eh bien, probablement ils auraient cessé, mais ils sont certainement en cours cette semaine, dans le dernier moyen que l'examen du SMSI sera conclu. Parce que, comme je l'ai dit, nous avons eu le cas de l'UNESCO. Nous aurons l'événement de l'UIT en Avril. Et il doit y avoir une décision à savoir si vous avez un grand sommet dans lequel vous inviter les dirigeants du monde à regarder le Sommet mondial sur la société de l'information ou si vous avez simplement un rapport à l'Assemblée générale de l'ONU en 2015. Et la méthode pour le faire est en cours de discussion.

Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci, Nigel. Donc, Jeff, nous allons commencer avec vous.

Quoi - Comment pouvons-nous trouver des opportunités pour renforcer le modèle multipartite à l'intérieur des événements comme le pléniptentiaire et ainsi de suite?

D'après votre expérience étant dans ceux-ci, que pouvons-nous faire, que pouvez-vous faire, qui peut aider à faire - pour renforcer le modèle?

JEFF BRUEGGEMAN:

Eh bien, je pense, tout d'abord, c'est un défi pour nous tous juste pour soutenir tous ces événements.

Je pense que quelques pensées. On est il ya eu des progrès, comme Nigel mentionné. L'UIT est d'être beaucoup plus ouvert dans la manière dont il fait la préparation pour cela. Donc, je pense que c'est un signe positif.

Et une chose que Nigel n'a pas mentionné est le Groupe de travail de la CSTD sur la coopération renforcée qui Peter Major préside. Et je pense qu'il est très intéressant de noter que c'est un effort multilatéral ainsi, après beaucoup de débats.

Je pense donc que l'un des - l'un des points que nous, la communauté en général, besoin de faire, c'est que le processus sera mieux en le rendant vraiment prenantes dans le processus et pas seulement sur une base consultative, et que nous allons montrer et contribuer quand les choses sont structurées de cette façon. Donc, c'est un peu le fardeau sur nous, la responsabilité, mais je pense que doit également être notre message cohérent.

Je pense que l'autre thème qui est en cours d'exécution tout au long c'est ce qui est le rôle du gouvernement sur la gouvernance de l'Internet en général. Et je pense qu'il est très important d'éviter une sorte de monde bifurqué où il existe des organisations multilatérales comme

l'ICANN qui sont considérés comme un rôle très limité pour le gouvernement, et puis il ya genre des processus contrôlés par le gouvernement où il ya un rôle limité pour d'autres parties prenantes. C'est la fracture Je pense que nous devons éviter.

Je pense donc qu'il est important d'avoir une pollinisation croisée où nous allons à l'ONU et nous allons à l'UIT et nous participons à ces procédures.

Les lignes d'action du SMSI ont beaucoup d'aspects importants du développement économique et social qui leur sont associés qui sont importantes pour les utilisateurs du monde entier. Et il est donc un élément important de ce que nous faisons c'est peut-être moins dans les opérations au jour le jour, mais, néanmoins, très important.

CHRIS DISSPAIN:

Je vous remercie.

David et Carlos, puis le monsieur dans le public.

DAVID MARTIGNON:

Donc, oui. La liste des événements à venir l'année est énorme. J'ai commencé à imaginer comment heureux que ma femme sera l'année prochaine et mes enfants de ne pas me voir beaucoup, mais c'est notre vie.

Il est vraiment difficile parce que toutes ces questions tournent autour de la notion de gouvernance de l'Internet. Et je dois dire que nous les

gouvernements - et je ne peux parler qu'au nom du gouvernement français, mais je crois comprendre nos discussions sont complexes, ce qui signifie d'autres gouvernements évaluent leurs positions sur cette séquence.

C'est vraiment difficile d'entrer dans ce sujet sans avoir à l'esprit les sujets et les problèmes que nous tentons de traiter, en fait. Qu'est-ce que la gouvernance de l'Internet? Je ne sais pas vraiment. Évidemment ICANN régit les noms et numéros Évidemment l'UIT régit d'autres choses. Mais je pense que l'effort que nous devons faire est d'essayer d'identifier les problèmes, les sujets qui appellent, que la demande pour une gouvernance modernisée ou une gouvernance parce qu'ils ne sont pas régis, en fait.

Et c'est vraiment difficile à dire, parce que - d'identifier les sujets.

Mais je comprends, il ya toujours une crainte de la concurrence entre une organisation et notamment ici. Et c'est juste et que doit être respecté. Mais tout d'abord, je ne pense pas que nous puissions parler d'un modèle multipartite. Je pense que c'est- il serait plus juste de parler d'une approche multipartite. Et de nombreuses approches multilatérales. Il ya un au Brésil. Il ya un autre type de méthodes en France et dans d'autres pays.

Par ailleurs, il sera toujours très difficile à identifier, franchement, l'UIT comme une organisation purement intergouvernementale, car il n'est tout simplement pas ici parce que je vois ici des gens d'entreprises que

je rencontre toujours à Genève à l'UIT parce que les entreprises font partie de la UIT, trop.

Et nous pourrions aborder les mêmes questions à l'ICANN- à l'ICANN. ICANN est évidemment multipartite, un modèle multipartite. Et parfois, nous avons des gouvernements pour évaluer la façon dont nous avons entendu et nous travaillons avec - avec nous-mêmes et avec vous à la carte. Tous ceux qui sont des questions très respectueux.

Et donc je pense vraiment que le débat est une sorte de fait plus difficile à comprendre si l'on ne s'en tient à ce conflit ou pseudo conflit entre multipartenariat et intergouvernementale - modèle intergouvernemental.

Je pense que nous avons vraiment - et quand je dis cela, je suis censé être l'un des experts du ministère français des Affaires étrangères. Je dois dire que je ne comprends pas bien tout, alors imaginez ce que mes autorités pensent et comprendre cela.

Et donc je pense que la seule façon dont nous pouvons aller de l'avant et essayer de trouver des solutions à ces questions est d'essayer d'identifier les problèmes, puis à essayer d'équilibrer les avantages et les problèmes soulevés par la façon dont ils sont actuellement régis pour essayer de trouver solutions.

Quels sont ces problèmes? Spamming, évidemment. Est l'état actuel du droit et de l'état actuel de l'organisation internationale suffisante pour résoudre ce problème?

Avons-nous - que nous utilisons comme les gouvernements, les contribuables, les entreprises, les entreprises les intervenants, ne nous pensent que nous obtenons les bonnes réponses à ce problème? Je parle de Spam, parce que je sais que ça fait au cœur des discussions à Dubaï, par exemple. Mais nous les gouvernements confrontés à d'autres problèmes, comme la façon protégeons-nous nos enfants, comment pouvons-nous lutter efficacement contre la cybercriminalité? Est la Convention de Budapest assez? Ça marche? Est-il efficace? Est-il efficace? Avons-nous besoin de plus? Comment nous nous attaquons ne le fait que nos souverainetés sont parfois dans une trajectoire de collision quand il s'agit de faire face à ces sujets?

Ce sont le genre de questions que je pense que nous devons nous attaquer. Et c'est le genre de suggestion que - que, je veux dire, nous avons vraiment besoin de passer sur ces sujets.

CHRIS DISSPAIN:

Je vous remercie.

Carlos, va venir à vous et puis -

CARLOS AFONSO:

Très rapidement. Fait intéressant, les deux points. Tout ce scénario Nigel nous a décrit montre les limites du processus multipartite, que nous avons à faire face.

Comment imaginez-vous que la plupart des organisations au sud de l'équateur, qui n'ont pas de ressources, qui ont leurs défis nationaux

pour faire face à, parviennent à participer à toutes ces tendances de façon significative? Et être présents dans l'exercice de leur rôle dans le cadre de ce modèle multipartite?

Il est presque impossible. Je dirais que c'est presque impossible, même pour les grandes organisations, bien organisés, qui sont très étroitement liés à la gouvernance de l'Internet.

C'est donc l'un des défis que nous avons à réaliser le modèle multipartite.

Comment participer aux discussions des OIG est presque impossible parce que ce sont des processus réels, et pas seulement l'événement. Il s'agit d'un processus préparatoire, tout cela vous pouvez influencer si vous êtes en mesure de participer. Mais c'est un défi pour nous dans le sud, la plupart du temps. C'est un point.

L'autre chose que je voudrais souligner est que je pense que c'est très intéressant, en ce qui concerne la réunion du Brésil, est que peu de temps après elle a fait son discours à l'ONU, la présidente Rousseff a fait une émission de radio au Brésil deux ou trois jours après, et elle dit que pour elle, signifie multilatérale entre les nations, pas entre les gouvernements.

Son point de vue est plus large que le point de vue généralement considéré par les gouvernements dans leurs interrelations diplomatiques.

C'est, je pense, montre un véritable intérêt pour faire converger la relation entre les gouvernements de la relation entre ou parmi tous les

autres agents de la société. Et je pense que nous devons tirer parti de cela et essayer, autant que possible, à participer au processus menant à la réunion au Brésil pour voir si nous pouvons avoir une voix au chapitre là.

Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Merci, Carlos Alfonso. Sir.

NARESH AJWANI:

Naresh Ajwani, adresse vice-président conseil, président CICIO la société civile, le directeur général de VNL, une organisation de l'entreprise.

Je parle ici de mon esprit, un esprit qui se demandait avant j'avais obtenu dans, a commencé à se demander maintenant, après avoir écouté plus de haut-parleurs. Et je dois dire gentilhomme français, je ne sais pas si il a été fouiner mon esprit ou réalité nous avons tous deux étaient sur la même page.

J'ai une question simple. Est gouvernance de l'Internet une position de principe, ou une technique, juridique ou réglementaire?

C'est dans l'intérêt de beaucoup de gens parlent approche bottom-up, l'approche top-down. Et j'ai écouté six dernières années. Des préoccupations ou des accusations à partir de tout intérêt, se déplacent à conflit d'intérêts lorsque l'UIT est venu, et a récemment Snowdenism.

Ce voyage n'est pas d'arriver à une certaine décision. Nous parlons. Nous profitons de parler. Nous voulons tous entendre l'autre. Au contraire, nous voulons nous entendre, aussi, parfois.

Ma question à vous tous ici, c'est quand serait la décision? Et s'il s'agit d'une décision politique et une approche ascendante doit avoir une main levée. S'il s'agit d'une décision technique, il doit comprendre seulement technique entre les différents pays.

Ma demande, nous collons à la question de savoir si la gouvernance de l'Internet restera juste simplement discussion ou d'une décision.

Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Je vous remercie. Quelqu'un d'autre veut venir au micro? Desiree?

DESIREE MILOSHEVIC:

Bonjour. Mon nom est Désirée Milosevic Afiliás.

J'ai un commentaire, et peut-être aussi une question, en ce qui concerne ce qui a été dit au sujet de multi partenariat.

Je pense que ce n'est pas quelque chose de nouveau dans le développement de la politique. Ce modèle a été en existence depuis les années 90 et c'est peut-être nouveau dans le contexte de la gouvernance de l'Internet, mais il a toujours été autour.

Et je suis d'accord avec certains des orateurs précédents que nous avons une multitude de processus multilatéraux plutôt que des modèles, et la vraie question est: Comme nous l'avons déplacé sur un la société d'accepter le modèle multipartite, est-il vraiment un besoin pour les processus dans Internet - les organisations gouvernementales internationales, des organisations intergouvernementales? Peuvent-ils vraiment répondre efficacement tout le processus de gouvernance de l'Internet, étant un gouvernementale uniquement des processus fermés que nous voyons maintenant?

C'est donc une question peut-être pour David ou d'autres haut-parleurs.

Et enfin, je pense que je voudrais simplement mentionner l'Oxford Internet Institute a organisé un forum de discussion l'année dernière et nous avons fait une contribution générale d'un document sur la coopération renforcée qui donne effectivement des exemples de la façon dont les gouvernements travaillent aujourd'hui efficacement avec de nombreux multi-parties prenantes. Nous avons cité la procédure accélérée IDN où, Chris, vous avez participé et travaillé en étroite collaboration avec le GAC. Nous avons cité l'exemple national de CGI au Brésil Et nous espérons pouvoir continuer à citer ces exemples de travail efficace des gouvernements et de toutes les autres parties prenantes. Et si vous avez des suggestions et que vous souhaitez nous donner d'autres exemples, nous sommes heureux de répondre à cela aussi.

Merci.

CHRIS DISSPAIN:

Je vous remercie. David, si vous voulez juste de répondre à cette chose qui vous a été adressé. Alors qu'est-ce que je vais faire est de demander Olga et Alice et Byron, qui n'ont pas parlé de ce sujet, à juste un peu envelopper pour nous sur ce qu'ils pensent de la - et pas seulement à l'UIT, mais toute l'année prochaine, ce qu'ils pensent les possibilités sont que nous pouvons tirer profit.

David, voulez-vous juste de répondre rapidement aux...

DAVID MARTIGNON:

Je pense essentiellement à répondre à votre question à faire très court, je pense multipartenariat ou une approche multipartite est livré avec la démocratie, essentiellement.

Donc, je n'ai absolument aucun doute que le consensus se développe sur le fait que chaque fois que vous devez façonner une législation, identifier un problème faire une loi soit - assurez-vous que la législation est correctement mise en œuvre, puis dans tous les cas, vous devrez toutes les parties prenantes.

Donc, ce serait ma réponse. Je n'ai absolument aucun doute et aucune crainte que c'est l'avenir, mais en même temps, nous devons tous avoir à l'esprit que l'ours à la fin de la journée, si un problème n'est pas résolu la responsabilité politique pèse sur les épaules de les élus.

CHRIS DISSPAIN:

D'accord Donc la question est: Quelles sont les prochaines - qu'est-ce que les 12 prochains mois en attente qui sont des occasions de promouvoir, de soutenir

Multi stakeholderism? Non - Je pense que nous pensons souvent que le modèle de l'ICANN est le modèle multipartite. Il s'agit d'un modèle multipartite. Il ya beaucoup d'autres. " Processus" peuvent être un meilleur mot que «modèle ».

Mais qu'est-ce que nous avons à venir dans les 12 prochains mois? Quelles possibilités avons-nous à le renforcer et à le promouvoir?

Olga, voulez-vous commencer? Merci.

OLGA MADRUGA - FORTI:

Je pense que nous avons eu quelques commentaires intéressants sur le fait que les gens préfèrent ne pas penser à notre situation actuelle comme un monde à deux volets où vous avez soit juste un modèle multilatéral ou le modèle multipartite que nous connaissons aujourd'hui.

Je pense que nous allons commencer à explorer les questions et trouver qu'il ya effectivement une nouvelle façon de faire la coopération public / privé pour répondre à certaines des questions difficiles que nous avons à traiter, et je vais vous donner un début et béton exemple de la façon dont cela pourrait se jouer dans l'année à venir.

Et c'est, en Août de l'année dernière à Montevideo, nous avons eu la réunion préparatoire régionale des Amériques pour le Congrès mondial de développement des télécommunications, et le but de

Cette réunion avait pour dégager un consensus sur ce que l'UIT devrait se concentrer sur ce qui concerne le développement.

Sur la question des TIC et de l'Internet, l'une des questions qui a été en mesure de glaner consensus est la nécessité de renforcer les capacités dans la région pour une plus large participation à un processus multipartite.

Une fois que vous commencez à peler que «Bon, comment allons-nous aller à ce sujet, " ce qui signifie alors un programme de sensibilisation et un partenariat devront avoir lieu entre les secteurs gouvernementaux désireux de faire partie des processus qu'ils peuvent ne pas avoir été une partie de avant, comme le GAC, tels que l'IGF, et les experts techniques et participatives qui sont déjà dans l'espace.

Donc, ligne de fond, le seul moyen de certaines des questions vont commencer à résoudre est de savoir si nous cessons de penser le monde comme dans les deux camps et commençons plus la conception d'un camp au milieu qui réunit tous les experts à la table.

CHRIS DISSPAIN: Je vous remercie. Alice?

ALICE MUNYUA: Je vous remercie.

Il y avait une question sur la façon de s'engager avec certains des processus, et en particulier le plénipotentiaire, l'UIT, et je pense qu'après l'expérience de WCIT, je pense que ce que je dirais encore et encore, après avoir été membre de mon propre gouvernement, vous le savez, au cours des sept dernières années ou, est juste un secrétariat de l'UIT et nous devons donc revenir à l'échelle nationale pour faire en sorte que nos gouvernements n'adoptent le modèle multipartite de sorte qu'alors - ils sont alors en mesure de contribuer à l'élaboration des politiques de l'UIT ou d'autres processus politiques mondiaux, pour cette question.

Et pour le Kenya, nous avons que très clair en termes de vous savez, l'institution qui a pour mandat de représenter le gouvernement du Kenya à l'UIT doit veiller à ce que ce processus se passe au niveau national avant de créer ce que nous appelons une position nationale sur diverses questions.

Cela dit je pense, vous le savez, nous nous inquiétons de la overfocus sur les institutions et je pense qu'il est temps que nous avons commencé à sortir de là et se concentrer davantage sur la façon - sur les moyens que nous regardons- nous attendons à Internet activités liées et comment ils se rapportent aux autres activités, en particulier quand il s'agit de développement socio-économique, plutôt que de se concentrer autant sur les institutions.

Et c'est - pour moi il est plus important d'avoir des institutions à s'adapter aux problèmes à mesure qu'ils évoluent au niveau national ou les besoins et les défis au niveau national, y compris l'ICANN et je

Pense que c'est la raison pour laquelle certains des panneaux de stratégie, en particulier celle sur l'écosystème, est d'environ regarder ce que l'écosystème de l'Internet va être comme et comment l'ICANN devra alors s'adapter à cela, pas dans l'autre sens.

Donc, c'est important, à la recherche - prise - en train de considérer sérieusement l'ICANN - activités liées à l'Internet et comment celles-ci peuvent alors être lié à, vous savez, divers et développement socio-économique plus large au niveau national.

Donc pour moi, le défi n'est pas long, vous savez, comment - ce que sur la gouvernance de l'Internet en soi. Il s'agit de regarder à, vous savez, les activités Internet et comment ils se rapportent à cette question.

Il ya aussi la question, vous savez, les différences en termes de la façon dont nous nous assurons que le modèle multipartite est prise au sérieux. Et encore une fois, je suis d'accord que le modèle multipartite de l'ICANN est juste, et que nous ne pouvons pas appliquer ce modèle multipartite à chaque question.

Comme nous l'avons vu l'exemple à notre niveau national lorsque nous avons essayé d'obtenir le câble à fibre optique rapide dans la région de l'Afrique orientale, ce qui était plus approprié à ce moment-là n'était pas le modèle multipartite, c'était plus le partenariat privé / public ce moment-là, puis nous bifurquons ensuite, et quand nous envisageons l'accès universel et abordable à large bande est si l'on considère le modèle multipartite. Il est donc important de réfléchir à l'application des différents modèles à différentes situations et pas le grand - il ne

fonctionne pas toujours pour - vous le savez, pour tout, et que c'est - encore une fois, ce n'est pas une fin en soi. Merci.

CHRIS DISSPAIN: Merci, Alice.

Et Byron?

BYRON HOLLAND: Merci, Chris.

Juste pour les gars AV, si vous pouviez mettre les haut-parleurs derrière nous, il est très difficile d'entendre ici. Il serait utile pour les moniteurs.

Je pense que, vous le savez, de nombreux points ont été faites ici, mais je veux juste revenir sur deux d'entre eux et peut-être sorte de recadrer.

Multi partenariat, ce n'est pas la religion. Ce n'est pas seulement deux camps avec une polarité entre eux.

Je pense que la grande chose au sujet de l'environnement multipartite est qu'il est incroyablement adaptable, vous le savez, et nous devons aussi regarder le succès de ce qui a été fait au cours des dernières années 15 et plus.

Et l'une des choses que nous avons tendance à faire est de se concentrer sur ce qui ne va pas droit ou de se concentrer sur le négatif. Et pour ne pas être naïf, mais nous devrions aussi nous concentrer sur ce qui a été livré.

Parce que je pense que c'est l'une des plus grandes forces en revenir aux gouvernements nationaux. Et pour revenir sur certains des commentaires Alice vient de dire, et d'autres, l'UIT n'est pas une entité en soi. Il s'agit d'une collection de gouvernements nationaux qui nous avons des relations avec des degrés plus ou moins importants.

Donc, l'occasion de faire le dur travail à travers différents forums, les différents membres de la communauté ISTAR, et cetera, au cours de la prochaine peu de temps entre les différents - bien, les trois événements en particulier qui ont été dites à propos, se terminant par plenipot, est d'aller en arrière et rappeler et mettre en évidence les points forts du modèle qui est mis 2 milliards de personnes en ligne, c'est probablement le seul point positif dans l'économie mondiale pour toutes nos économies, et rappeler à nos gouvernements nationaux que quand ils sont dans des environnements multilatéraux, qu'il y ait véritable force dans un vrai modèle multipartite.

Mais ça va être difficile traîneau. Il n'y a pas de solution miracle. Nous devons le faire dans nos propres contextes nationaux divers, mais nous avons un peu de temps que nous passons à travers ces événements marquants, et je pense que la clé pour nous - et certainement Je sais que dans notre environnement domestique - est de continuer à rappeler à notre gouvernement national de succès que ce modèle a eu, l'adaptabilité que ce modèle a eu, et le résultat final qu'il a - qu'il a créé, qui est le succès que nous connaissons aujourd'hui de l'Internet.

CHRIS DISSPAIN:

Merci beaucoup. Donc -

CHRIS DISSPAIN: Quoi? Qu'en est- il?

Si vous souhaitez venir au micro, venir au micro juste rapidement, mais très rapidement.

Dot ru. Une question très rapide. Nous venons de trouver un communiqué de presse qui est très intrigante. Je veux dire, il y avait un nouveau panneau qui vient d'être créé. Je veux dire, et l'ICANN a été catalyseur de cela. Il s'agit d'un groupe de haut niveau avec des intervenants multiples - à peu près panneau multipartite, et ils sont sur le point de convoquer à Londres en Décembre pour discuter cadre de la politique de gouvernance de l'Internet, de sorte -

CHRIS DISSPAIN: Il s'agit du cinquième panneau de stratégie que Fadi a annoncé en même temps qu'il a annoncé tous les panneaux de stratégie.

CHRIS DISSPAIN: Ce n'est pas un nouveau panneau magie. Ce n'est que le cinquième panneau de stratégie.

C'était donc la question.

CHRIS DISSPAIN: Et la session qui suit cette séance à 03h30 est sur les panneaux de stratégie.

Donc, si vous voulez traîner, vous pouvez entendre plus d'informations sur les panneaux de la stratégie et entendre - et quatre des cinq présidents des ces panneaux sont là et vous expliquera ce que chacun de ces groupes va faire.

Nous n'avons plus de temps. Pouvez-vous s'il vous plaît joindre à moi pour remercier ce groupe.